



FEDERATION NATIONALE PORCINE



**STOP A LA BAISSSE DU PRIX DU PORC!
LES ELEVEURS DE PORCS FRANÇAIS EXIGENT
PLUS DE PATRIOTISME ECONOMIQUE**

CONFERENCE DE PRESSE DU 10 DECEMBRE 2014

Dossier de presse



Les éleveurs de porcs français sont confrontés aujourd’hui à une conjoncture intenable et depuis longtemps malheureusement. Pire encore, depuis l’été, le prix du porc payé aux éleveurs de porcs français a dévissé très fortement pour atteindre un niveau insupportable. **Avec un prix du porc payé inférieur au coût de revient malgré la baisse de l’aliment sur les derniers mois, ce sont aujourd’hui en moyenne toujours 20 € que perdent les éleveurs par porc qui sort de leur exploitation.**

La semaine dernière, une nouvelle fois, le cours est reparti à la baisse sous la pression des importations organisées par les industries de la transformation. **Or, cette situation est totalement paradoxale dans la mesure où le cours français est aujourd’hui le plus bas d’Europe et du Monde !** En tant qu’éleveurs, nous ne pouvons rester spectateurs et nous exigeons des réponses et appelons à plus de patriotisme alimentaire.

Eléments de contexte

Dans un contexte plombé par l’embargo russe qui sévit pour le porc depuis fin janvier 2014, les fortes hausses des abattages en Allemagne, en Espagne, aux Pays-Bas ou en Belgique orientent toujours le prix du porc à la baisse. Quand ce n’est pas le vif qui engorge, ce sont les pièces issues de ces abattages massifs qui se trouvent disponibles sur les marchés UE, y compris les marchés déficitaires.

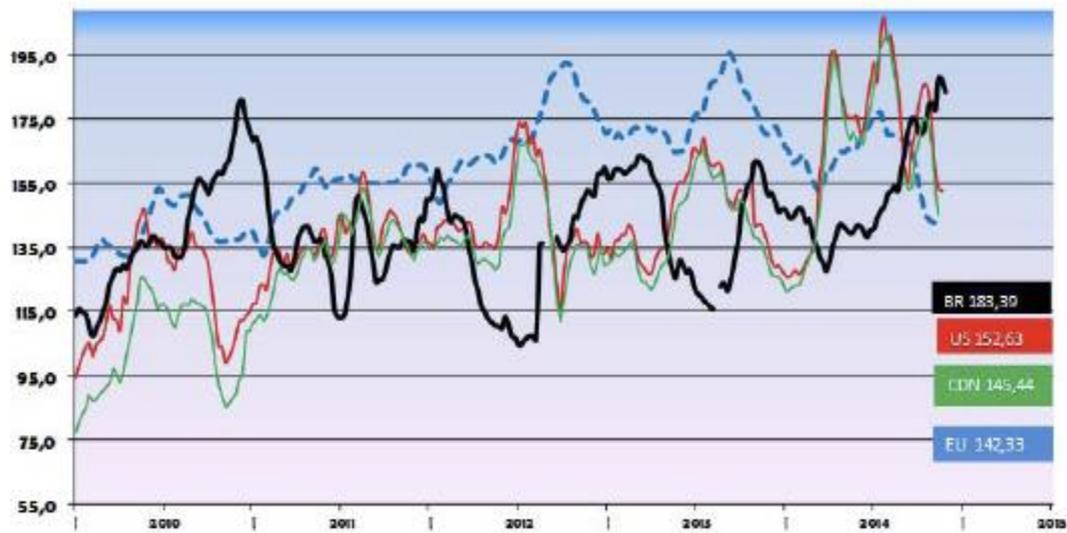
Dans cette situation, la compétition entre les Etats membres pour le marché intra-UE s’est intensifiée et a renforcé la spirale baissière des cours. Les abattoirs répondent par des offres de prix individuelles en-dessous des cotations de référence et les transformateurs et distributeurs ont limité leurs achats dans l’attente de prix encore plus favorables.

Or, aujourd’hui le cours du porc français est le plus bas au monde, comme l’illustrent les graphes ci-dessous, à la fois si l’on compare les prix intra-UE où sur le marché international.



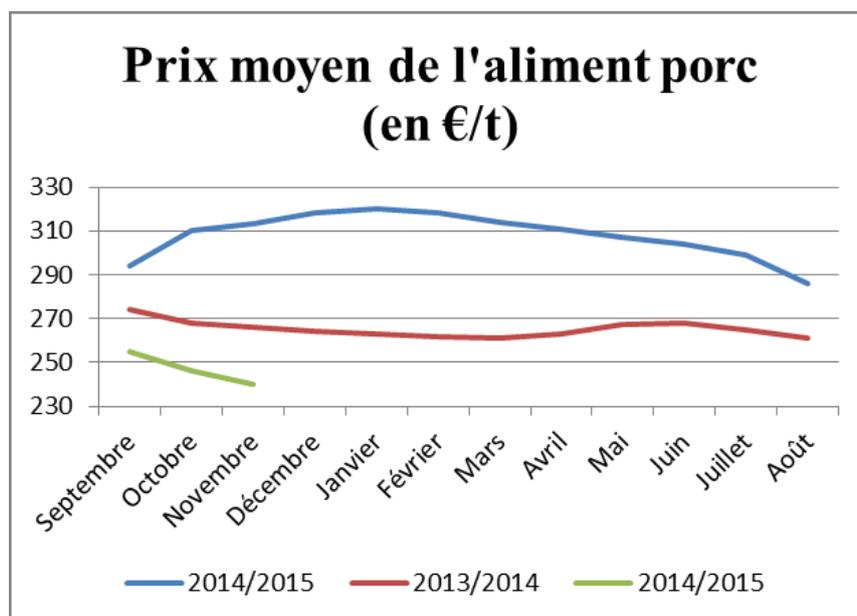
Prix moyen hebdo UE, USA, Brésil et Canada

En € / 100 kg carcasse (DG AGRI novembre 2014)



La conjugaison des effets sanitaires (DEP aux US) ou politiques (embargo russe) donnent aux tendances de cours 2014 une orientation surprenante. Rappelons que les coûts de production américains, du nord comme du sud sont inférieurs de 20 % aux coûts de production de l'UE !

Au niveau national, l'année s'achève sur une tendance baissière du cours qui se poursuit malheureusement. Le dernier cours de lundi 8 décembre 2014 est le plus bas de l'année (1,111 €/kg au cadran, soit environ 1,26 € payé éleveur quand le coût de production spot avoisine les 1,50 €/kg de porc produit. Une perte pour les éleveurs de 20 à 25 cts par porc soit environ 20 € par cochon qui sort des exploitations. Et notons que l'aliment porc est au plus bas depuis plusieurs années, ne permettant pas malgré cela de compenser la baisse des cours du porc !



Le marché français consomme de la viande en quantité raisonnable. La demande nationale est d'un bon niveau car la viande de porc est économiquement et qualitativement intéressante pour le consommateur. Dans un contexte national de baisse globale de consommation de viande, la viande de porc se tient très correctement.

Production		- 0,70 %
Consommation		+ 2,10 %
Achats des ménages :		
- Porc		+ 1,10 %
 - Bovin		- 3,40 %
- Volaille		- 1,50 %

La transformation, tentée par de l'approvisionnement extérieur en fonction des opportunités, n'est pas forcément l'alliée que les éleveurs ou abattoirs seraient en droit d'attendre pour assurer une meilleure rémunération du porc français. La situation économique des éleveurs est confuse et d'autant plus incompréhensible que les éléments précédents montrent que le prix du porc payé éleveur est le plus compétitif en France.

Les éleveurs en ont donc assez d'être la variable d'ajustement pour des outils aval qui ne se sont pas restructurés ou qui pâtissent encore de distorsions de concurrence sur la main d'œuvre avec certains concurrents. En s'approvisionnant à l'extérieur, ce n'est qu'une attitude qui encourage ces inégalités entre pays.

Le décrochage de prix depuis plusieurs mois à présent va avoir un effet catastrophique sur les capacités financières de nombreux éleveurs et par répercussion, sur le potentiel de production de 2015. Or, cela impactera à terme l'intégralité de la filière porcine française. Soyons patriotes !

Nos revendications en tant qu'éleveurs de porcs français

Au niveau UE :

Jusqu'à-là, la commission est restée sourde à toute demande de soutien de marché prétextant que les indicateurs n'étaient pas ceux d'une filière en crise, mais la crise est bien là en France ! Aujourd'hui, la situation des éleveurs nécessite des mesures destinées à améliorer le marché qu'elles soient de gestion ou politiques.

Aussi, **la mise en place de certificats sanitaires régionalisés vers la Russie serait une solution.** Elle aurait l'avantage de ne rien coûter et de fluidifier le marché sans avoir recours à des stockages qui, inévitablement, perturberont au moment de la sortie. Le comité de gestion de décembre arrive à point nommé pour décider ce qui n'a malheureusement pas été fait depuis des mois et malgré les avertissements. La situation d'aujourd'hui n'est pas une surprise, elle était prévisible !

Au niveau national :

Au vu des éléments du contexte français, c'est-à-dire une consommation qui se maintient et une offre qui diminue (- 3,9 % d'activité sur la zone Uniporc Ouest à début décembre), il n'existe aucune raison pour que le cours continue de se dégrader. Il est donc indispensable que les prochains marchés se concluent par au minimum un cours égal.

La situation ne sera pas tenable dans le temps et la nécessité d'une remontée du cours devient urgente pour les trésoreries des élevages de porcs d'autant que les prix des tourteaux repartent à la hausse.

Pour stabiliser la situation puis, l'améliorer, les éleveurs de porcs français demandent :

- Aux pouvoirs publics français :
 - De favoriser la consommation de viande de porc française notamment dans la restauration hors foyer. Le guide qui vient d'être adressé à l'ensemble des collectivités est un premier pas. Maintenant, il doit être appliqué concrètement !
 - De mettre en place un dispositif de soutien financier à destination des éleveurs pour leur permettre de passer cette situation difficile.
 - De mener une réelle campagne d'information et de communication via les médias nationaux pour sensibiliser le citoyen et donc le consommateur aux intérêts qu'il a d'acheter des produits alimentaires français.
 - D'exiger le respect des mêmes règles sanitaires, environnementales, sociales de la part des entreprises qui exportent leur porc sur le territoire national. Ces distorsions de concurrence pénalisent l'élevage français y compris l'ensemble des autres maillons de la filière. Il faudra aussi beaucoup de vigilance quant aux accords de libre-échange en négociation ou finalisation actuellement.

- Aux acteurs de la filière porcine :
 - D'arrêter la politique du prix le plus bas en ne demandant plus de baisse au cadran.
 - De stopper leurs importations et de se fournir en priorité sur le marché national.
 - D'afficher clairement sur leurs produits le logo « Le Porc Français » lorsque celui-ci répond aux cahiers des charges c'est-à-dire que la viande utilisée est issue de porc né, élevé, abattu et transformé en France.
 - Sinon d'indiquer l'origine des produits qui ne répondent pas à ce cahier des charges conformément à l'accord interprofessionnel de décembre 2010.

- Aux acteurs de la grande distribution :
 - De mettre en avant les produits de porc d'origine française dans les rayons et pas seulement par de la publicité dans les journaux.
 - De déréférencer les produits de porc dont l'origine n'est pas clairement lisible par le consommateur ; méthode déjà appliquée lors des négociations annuelles pour les référencements.

- D'informer le consommateur en habillant le rayon contenant les produits issus de viande de porc français avec les outils fournis par l'interprofession porcine. Ces éléments expliquent de façon simple et ludique l'intérêt d'acheter des produits de porc comprenant le logo « Le Porc Français »

Sans la mise en œuvre rapide de ces mesures, la France et les acteurs de l'aval de la filière choisissent de devenir de plus en plus importateur de produits de porc, donc d'augmenter leur dépendance vis-à-vis d'autres pays, sans pouvoir se garantir sur les aspects traçabilité, suivi sanitaire, respect des règles environnementales, bien-être animal....

Sans un sursaut patriotique d'ici la fin de l'année, c'est tout un pan de l'économie agricole qui va s'effondrer, des élevages aux abattoirs en passant par les entreprises de service, les organisations de production... engendrant une fois de plus, des pertes d'emploi.

Les éleveurs de porcs ont prévenu. Ils ont pour leur part mis en place tout ce qu'on leur a demandé voir imposé au niveau technique d'élevage, aménagement des bâtiments, gestions des effluents.... maintenant, il est urgent que les autres maillons, que les politiques mais également les consommateurs adoptent de nouvelles attitudes et notamment, réapprennent à «manger français» !

Quelques éléments complémentaires

Au sujet du revenu des éleveurs de porcs français :

Dans les jours qui arrivent, la Commission des Comptes de l'Agriculture de la Nation devrait publier comme habituellement les revenus prévisionnels agricoles. Il y a fort à parier, d'après de premiers éléments remontés du terrain, que ce revenu sera en recul cette année. Rappelons en outre que pour rémunérer le travail d'un éleveur de porcs, l'équilibre est à environ 40 000 € de revenu courant avant impôt et charges sociales et seule l'année 2012 a permis d'atteindre cet équilibre, alors que les années précédentes et 2013 ont été déficitaires.

Pour plus de détails, quelques chiffres qui mettent en évidence la situation des éleveurs sur les dernières années (en annexe).

